

ET POUR LES PLUS GRANDS, LE TÉMOIGNAGE D'UNE FEMME ORIGINAIRE DU CONGO RDC...

Comme Moussa, c'est vers quinze ans que nombre de mes pensées se sont tournées vers « Paris-Paradis ». Pourquoi de telles pensées ?

Principalement pour des raisons économiques : au pays, pas ou peu de travail, et surtout pas en relation avec mon niveau d'études. Je ne connaissais pas de personne bien placée et je n'avais pas non plus les moyens de verser un bakchich...

Si j'obtenais un travail, mon salaire ne me permettrait pas de vivre décemment, ni d'avoir ma propre maison, ou de pouvoir nourrir correctement mes enfants... Pas non plus d'espoir d'amélioration à court ou à moyen terme.

Mais avec un travail en Europe, je pouvais espérer aider ma famille restée au pays. Les images que la télévision me montrait renforçaient ce désir de partir !... Ainsi que les paroles de ceux qui revenaient d'Europe pour les vacances, ou des artistes qui vivaient entre Europe et Afrique. Ils embellissaient la réalité et fanfaronnaient, prétendant qu'à mon arrivée on me donnerait maison, travail, voiture...

Quant à ceux, plus réalistes, qui me mettaient en garde, je ne les croyais pas, tout simplement !!!

Et puis je voulais partir aussi pour des raisons plus subjectives, de l'ordre du fantasme, comme :

Prendre un petit déjeuner, faire trois repas par jour, boire un vrai verre de lait, manger de la charcuterie, voir et toucher la neige, découvrir l'absence de terre battue, car là-bas tout est pavé ! Découvrir un autre ciel, etc.

Quel bilan dresser après toutes ces années en France? « Paris-Paradis » porte-t-il bien son nom ?

Oui, c'est sans hésiter que je peux parler d'un bilan largement positif. À l'arrivée, en Europe, c'est tout de même un sentiment de déception qui a prévalu, car, sans papiers, difficile d'avoir un vrai travail et donc des ressources suffisantes. Mais malgré tout, ma nouvelle situation était bien meilleure que celle laissée au pays.

Après cette période transitoire et bien des difficultés, j'ai réussi à me faire régulariser, à décrocher un vrai emploi, et à avoir une vie « normale » : mon mari m'a rejointe, nos enfants font des études, nous pouvons aider la famille restée au pays.

Ma famille, comme toutes celles qui ont un ou plusieurs membres en Europe, est respectée et valorisée. Et lorsque nous rentrons en Afrique pour les vacances, nous sommes des symboles de la réussite, des personnes « importantes », tels un roi et une reine à qui l'on ouvre toutes les portes !

Aussi, je pense que, pendant quelques années encore, beaucoup de jeunes seront « accros » au sirop de « Paris-Paradis » !

Danny*, février 2011.

* Elle souhaite rester anonyme (demande de nationalité en cours).

Même si certains moments ont dû être difficiles, l'aventure de Danny s'est bien terminée. Aujourd'hui, elle est travailleuse sociale. Henri, son mari, qui a trouvé un emploi un mois après sa régularisation, est chef d'équipe dans le bâtiment. Ils vivent en Seine-et-Marne avec leurs enfants.

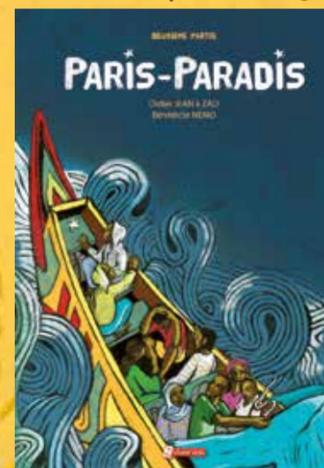
Mais Danny est arrivée en France en 1988. À présent, les lois anti-immigration se sont durcies et c'est une véritable chasse à l'homme que mènent les gouvernements européens contre les sans-papiers. La police vient chercher les enfants jusque dans les écoles. Les familles, y compris les bébés, sont enfermées dans des centres de rétention avant d'être reconduites à la frontière. Et les autorités ne se soucient pas de ce qui les attend à leur descente d'avion. Quant aux régularisations, elles sont délivrées au compte-gouttes.

Pour ceux qui passent entre les mailles du filet, leur nouvelle vie ne les laisse jamais en paix, car, devenus clandestins, ils sont des proies faciles pour les patrons indécents ou les fonctionnaires zélés.

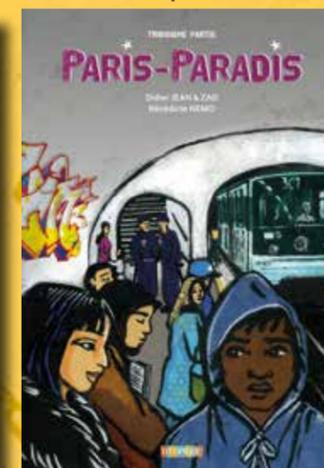
L'histoire de notre héros est le reflet d'une réalité vécue par de nombreux candidats à l'émigration. Moussa personnifie ce mouvement d'hommes et de femmes qui aspirent à une vie meilleure en suivant parfois le chemin des mirages.

C'est pourquoi nous avons voulu donner une suite à cet album. DJZ

Deuxième partie - 2013



Troisième partie - 2016



En ce début d'année 2016, la quatrième partie reste à écrire.

APRÈS LA FICTION, LA DURE RÉALITÉ...

On appelle *immigration illégale* ou *clandestine* le fait de venir s'installer dans un pays étranger au sien, sans passeport ni visa autorisant ce séjour. Les personnes se trouvant en situation irrégulière sont qualifiées communément de *clandestins*, ou *sans-papiers*.

L'immigration peut être d'ordre politique, avec l'espoir d'obtenir le statut de réfugié (pays en guerre, droits de l'homme bafoués), ou économique (recherche d'un meilleur niveau de vie...). Elle est encouragée par la réussite de certains immigrés qui envoient de l'argent chez eux, ou reviennent enrichis. Ces derniers bénéficient d'une bonne image sociale, ce qui incite d'autres personnes à s'expatrier à leur tour.

C'est le cas de notre héros, Moussa. Ébloui par la bonne fortune de son cousin Cissé, il décide lui aussi de tenter sa chance*. Dans cette deuxième partie, il atteint Paris et, malgré quelques péripéties, son voyage se déroule bien.

Hélas, dans la réalité, pour une majorité d'émigrants, le trajet s'avère plus risqué et se solde souvent par un échec, parfois même par la mort !

Un grand nombre de candidats à l'exil affrontent la périlleuse traversée du Sahara, à bord de camions ou de véhicules tout-terrain. Une fois atteint le Maroc, l'Algérie ou encore la Tunisie, derniers remparts avant l'Europe, des centaines de prétendants à l'émigration se retrouvent sans abri, attendant durant de longues semaines une hypothétique opportunité de passer « de l'autre côté ». Parqués dans des zones de non-droit, sans papiers, il leur est difficile de travailler. Ils sont souvent exploités, humiliés et souffrent de nombreuses privations.

Certains migrants abandonnent l'espoir d'embarquer et tentent de gagner l'argent qui leur permettra de retourner chez eux, tandis que d'autres demeurent sur place, se refusant à rentrer au village les mains vides pour éviter la honte.

Mais revenons aux plus « chanceux » de nos voyageurs. Ils utilisent différents moyens de transport pour tenter de franchir l'obstacle marin. Il y a bien entendu ces fameuses barques de la mort, surchargées de clandestins, qui risquent à tout moment de chavirer en traversant la Méditerranée.

Ainsi, des dizaines de bateaux atteignent chaque mois les rivages de l'Italie, de l'Espagne, de la Grèce ou de l'île de Malte.

Contre de fortes sommes d'argent, les passeurs n'hésitent pas à entasser hommes, femmes et enfants sur des bateaux souvent dépourvus d'eau et de vivres. Naviguant dans des conditions très dangereuses, beaucoup périssent, engloutis dans le grand bleu avant d'atteindre ce qu'ils considèrent comme le paradis européen. Combien disparaissent chaque année ? Des centaines, des milliers ? Impossible de le savoir, la mer effaçant toutes traces de ces tragédies avec une sauvage efficacité.

En raison du danger que représentent ces embarcations, certains leur préfèrent des navires qui offrent non seulement plus de sécurité, mais aussi plus de confort et parfois même de la nourriture quand ils arrivent à se glisser à l'intérieur d'un chargement de produits agricoles.

Les uns accèdent aux cargos à la nage, d'autres les atteignent dissimulés dans des remorques ou sous des véhicules. Une fois sur le bateau, ils se glissent dans l'une des nombreuses cachettes que procurent ces bâtiments immenses.

Ceux qui survivent à toutes ces épreuves doivent encore passer entre les mailles du filet tendu par l'Union européenne.

Celle-ci a créé en 2004 l'agence Frontex qui organise des opérations conjointes entre pays européens (patrouilles aux frontières aériennes, terrestres et maritimes) transformant notre continent en une véritable forteresse, avec un budget de près de cent millions d'euros. Frontex coordonne également les opérations de retour à travers des vols groupés à l'échelle européenne. Plutôt que de dépenser des sommes colossales pour ériger ces barrières destinées à protéger notre « prospérité », ne vaudrait-il pas mieux envisager un monde où les êtres humains ne seraient pas obligés de quitter leur pays pour espérer une vie décente ?

■ DJZ

* Voir *Paris-Paradis*, première partie.

Merci à Colette et Erwin BLIESENICK (LDH 19), Évelyne CRISON et Gilles MASSAULT (RESF 19), Philippe et Françoise JEAN, pour leurs informations, conseils et relectures.

ET POUR FINIR, DEUX TÉMOIGNAGES :

Ousmane Ganamé, originaire du Burkina Faso, candidat malheureux à l'émigration, a dû rebrousser chemin sans réussir à embarquer, après des mois de voyage et de privations. Pour découvrir son témoignage, c'est ici : www.hommes-et-faits.com/anthropsy/PB_Emigration.htm (Propos recueillis par Pierre Bamony, chercheur en anthropologie.)

Un autre récit émouvant met en lumière les motivations, le parcours et le vécu d'une jeune Camerounaise déterminée à en finir avec la précarité, à lire aux éditions Goutte de Sable / Taama éditions : *Le Piège, une de ceux-là !* de **Clariste Soh Moube** (préface de Aminata D. Traoré).

LA VIE D'UN SANS-PAPIERS

Être sans-papiers dépasse le stade de la précarité. Être sans-papiers, c'est ne pas avoir d'identité, travailler au noir, et pourtant payer certains impôts, être abonné au gaz ou au téléphone...

Être sans-papiers, c'est avoir peur à la vue d'un policier, n'avoir le droit que de se taire, dormir dans un lieu loué hors de prix à un marchand de sommeil.

Être sans-papiers, c'est aussi s'interdire de rentrer au pays, pour un mariage, ou un enterrement. Car rentrer, c'est courir le risque de ne plus pouvoir revenir en France.

Alors on reste sans revoir ses proches, un an, dix ans, toute la vie ou presque. On reçoit des photos, des vidéos parfois, pour savoir comment grandissent les enfants laissés là-bas.

Beaucoup se lèvent avant l'aube pour prendre le métro ou le bus à une heure où les policiers ne pullulent pas dans les transports. Ils travaillent dans le bâtiment, la restauration (à la plonge, pour passer inaperçu), ou dans des sociétés de nettoyage.

Certains tentent d'avertir les jeunes qui rêvent d'Europe pour leur éviter de devenir des harragas - mot d'origine arabe qui désigne ces migrants clandestins qui brûlent leurs papiers d'identité.

QUELQUES TÉMOIGNAGES

« **Je sais que je peux**, du jour au lendemain, être expulsé. Mais je prie Dieu pour que cela ne m'arrive pas. Je suis le seul soutien de famille et mes parents ont consenti d'énormes sacrifices pour me permettre de venir ici. Mon père a vendu un de ses terrains pour m'offrir le voyage de mes rêves. Et il m'a fallu près de 2 millions de francs CFA (3 000 euros environ) pour rejoindre la France. »

« **Ici, mes diplômes** n'ont aucune valeur. Toutes ces années sur les bancs de l'école pour finir à l'usine... Je ne dors plus la nuit à cause des deux emplois que je cumule. J'ai peur d'arriver en retard et d'être renvoyé. Je ne me reconnais plus, je ne suis plus combatif comme avant. J'ai honte de ne pas pouvoir subvenir convenablement aux besoins de mes enfants. »

« **Ici, nous n'existons** que comme boucs émissaires. Le chômage, c'est nous. L'insécurité, c'est nous. Le trou de la Sécurité sociale, c'est nous. La délinquance, c'est nous. La drogue, c'est nous. Nous ne sommes que des bruits et des odeurs. Un jour, sur le quai du métro, je me suis trouvé seul en face d'une femme qui devait avoir l'âge de ma mère. Elle a changé de place en voyant mon faciès. Jamais je n'aurais imaginé que je pouvais inspirer l'inquiétude que j'ai lue dans ses yeux. »

« **Je suis venu par la mer** en prenant des risques énormes. Et quand je suis arrivé, je croyais que j'avais enfin atteint mon but. Mais si c'était à refaire, je ne crois pas que je le ferais de nouveau. Je préférerais rester en Casamance. Je n'ai pas de papiers depuis que je suis là et je ne vis que de petits boulots au noir. J'aurais aimé rentrer afin de retrouver ma femme et ma petite fille née quelques mois après mon départ et que je ne connais qu'à travers des photos. Mais j'ai peur des regards de ma famille qui m'a aidé dans mon voyage et qui ne comprendrait pas que je renonce à la France. Car je fais vivre des dizaines de personnes au pays. »

L'histoire de Rachid Djaoued, racontée par *La Dépêche du Midi* n'est pas banale. Ce jeune sans-papiers de 24 ans devait recevoir une médaille des autorités pour avoir sauvé un homme de la noyade. Au lieu de cela, il a été

interpellé et s'est retrouvé en centre de rétention administrative, menacé d'expulsion.

Aujourd'hui, Rachid Djaoued est de nouveau dans la rue, toujours sans titre de séjour. Il peut se faire interpellé et retourner en centre de rétention administrative à tout moment. Mais il ne désespère pas de voir sa situation s'améliorer. « Ça fait presque 10 ans que je suis en France, j'ai grandi ici et je n'ai personne en Algérie. » Il espère encore recevoir sa médaille. « J'ai envie d'avoir des papiers pour pouvoir travailler et avoir une vie normale. Je ne veux pas rester toute ma vie comme ça. »

« **Dans notre entreprise**, nous sommes plusieurs sans-papiers, et comme le patron le sait, il nous paye seulement 700 euros par mois. Mais on n'a pas le choix, c'est mieux que rien. »

« **Un sans-papiers** n'est pas considéré comme un être humain à part entière. Là où il va, on lui claque la porte au nez, il n'est jamais le bienvenu. Ce qui fait la différence entre deux êtres humains, un citoyen et un sans-papiers, c'est juste un petit bout de papier, je trouve ça anormal. Un sans-papiers n'a pas accès au travail, au logement, aux formations. Quand on circule, quand on se promène dans la rue, il y a toujours des risques de se faire arrêter par les policiers qui sont chaque jour plus nombreux. »

« **En janvier 2011**, suite à la fuite de Ben Ali, président de la République de Tunisie, un flot de jeunes Tunisiens arrivent à Marseille via la frontière italienne. Ils se rassemblent sur les pelouses de la porte d'Aix.

Nous sommes informés par les réseaux mili-tants que les forces de l'ordre vont intervenir pour les déloger et les emmener en camp de rétention. Nous nous rendons rapidement sur place pour tenter d'aider les jeunes tunisiens.

Nous faisons la connaissance d'Ahmed qui, comme les autres, est sans-papiers. Il s'exprime bien en français. Nous lui proposons de l'héberger

Le coin des grands

chez nous. Puis nous l'aidons à trouver du travail (au noir) et un logement provisoire.

Un jour, Ahmed nous fait part d'une information venue d'Italie, via Internet, qui proposerait une régularisation des papiers aux jeunes Tunisiens passés par Lampedusa. Flairant un traquenard, nous lui déconseillons fortement d'y aller. Mais il ne nous écoute pas.

Et en effet, un matin, Ahmed, désespéré, nous appelle en catastrophe d'Italie. Il est au centre de rétention administrative (CRA) à Rome, il a été arrêté dans le bureau de l'immigration de la capitale italienne et il va être renvoyé en Tunisie. Ils sont des dizaines à être ainsi tombés dans ce piège monté par les autorités, puis expulsés.

Deux mois plus tard, nous sommes invités pendant une semaine par les parents d'Ahmed qui tiennent à nous remercier de nous être préoccupés du sort de leur fils et de l'avoir accueilli chez nous. »

Merci à Karim Bahri, Bakary, Kamel, Didier Kabagema, Mathurin, Caroline Piquet, Viviane & Jean-Paul (les Viapolo), Olivier de Berranger et Éric Fottorino pour leurs témoignages ou articles qui nous ont permis d'élaborer ce « coin des grands. » DJZ



TÉMOIGNAGE DE BLAISE

« En 2009, j'ai été accusé de préparer une rébellion contre le pouvoir. Après six mois d'emprisonnement, j'ai été contraint de quitter mon pays, la République démocratique du Congo.

« Arrivé en France en 2010, j'ai fait une demande d'asile, rejetée en 2013. Malgré une obligation de quitter le territoire, j'ai continué ma vie en France avec ma compagne, mes amis, et mes activités bénévoles auprès des associations *Handicapés de France* et *Accueillir et Partager*.

« Ne pouvant pas continuer à vivre clandestinement, j'ai décidé de faire une demande de régularisation. Mais lors d'un contrôle, j'ai été arrêté et conduit au centre de rétention de Rennes. Je me retrouvais à nouveau enfermé comme un criminel, alors que mon mariage était programmé trois semaines plus tard. Tous mes efforts d'intégration s'écroulaient et je redoutais l'expulsion.

« Je suis resté 32 jours enfermé au C.R.A. Je partageais ma chambre avec un Algérien. Une nuit, ils sont venus le chercher. Ils l'ont ligoté sous mes yeux, avant de l'expulser par la force. Il a été remplacé par un Turc, qui a subi le même sort. Je ne dormais plus, pensant que je serais le prochain sur la liste.

« Lors de mon second passage devant le juge, j'ai évoqué mes craintes d'être à nouveau emprisonné en rentrant au pays. La magistrate m'a assuré que si je ne m'opposais pas à mon expulsion, je serais libre une fois à Kinshasa. Comme pour les autres retenus, les policiers sont venus me chercher en pleine nuit le 17 novembre 2015. Je les ai suivis sans résistance. Ils m'ont escorté jusqu'à Paris. Je suis monté dans l'avion sans escorte policière ni menotte.

« Mais arrivé à Kinshasa, j'ai été remis aux autorités congolaises, menotté et conduit au bureau de l'immigration. On m'a informé que j'étais recherché. Après deux heures

d'interrogatoire, j'ai été placé en prison avec cinq autres personnes considérées comme des opposants politiques. J'y suis resté pendant deux semaines. J'ai subi un nouvel interrogatoire par des soldats qui m'ont violenté. Ils m'ont ramené en cellule sans aucun soin alors que j'avais plusieurs plaies sur le corps.

« Mon état s'étant aggravé, ils m'ont transféré deux semaines plus tard à la prison de Makala, où j'ai été soigné avant d'être enfermé à nouveau durant deux mois. Comme je souffrais de malaria et de typhoïde, ils m'ont envoyé à l'hôpital central de Kinshasa. Grâce à l'avocat de mon frère, j'ai réussi à soudoyer un médecin qui m'a aidé à fuir dès que mon état de santé l'a permis.

« Aussitôt dehors, j'ai appelé ma future épouse, restée en France. Elle m'a aidé à payer un nouveau passeur pour revenir en Europe via Istanbul. Dès mon arrivée en Turquie, le 16 mars 2016, j'ai appris que la frontière serait fermée à partir du 20 mars. J'ai rapidement pris la mer pour la Grèce. Je suis resté bloqué deux mois et demi à Athènes, avant de poursuivre mon parcours migratoire par la route des Balkans.

« Pendant 10 jours, nous avons marché en nous cachant de la police. Nous dormions dans la forêt jusqu'à notre arrivée en Hongrie, où j'ai été arrêté en compagnie d'une vingtaine de migrants majoritairement syriens. J'ai été enfermé dans un camp de rétention près de Győr pendant six mois dans des conditions très difficiles. En tant qu'Africain, j'étais régulièrement victime de racisme de la part des gardiens.

« Le 7 décembre 2016, j'ai enfin retrouvé ma liberté et j'ai pu poursuivre ma route. Je suis passé en Autriche, où j'ai à nouveau été arrêté et enfermé pendant deux jours. De Vienne, j'ai enfin réussi à prendre un train pour Paris, où je suis arrivé pour la seconde fois le 22 janvier 2017. Dès le 26 janvier, je me suis présenté à la préfecture d'Ille-et-Vilaine pour refaire une demande d'asile. »

TÉMOIGNAGE DE GIL NDJOUWOU MOUTIMBA

« La première personne avec qui je partage ma chambre s'appelle Nasser, un Algérien. La pièce compte deux couchettes superposées, une table, deux chaises fixées au sol, deux penderies, le tout en métal.

« À l'entrée du réfectoire, contrôle d'identité par les policiers. On nous donne un plateau-repas en carton sur lequel repose l'intégralité de notre repas : entrée, viande ou poisson et légumes, accompagnés d'un fruit, d'un yaourt et d'une miche de pain. Personne ne se plaint de ce repas et peu de gens laissent des restes.

« Après le dîner, on traîne dans la cour, certains fument une cigarette, d'autres s'assoient sur les bancs. Des groupes se réunissent de part et d'autre du grillage qui sépare la section des hommes de celle des femmes. Dans leur cour se trouvent un toboggan et un animal à bascule. À quoi songe cette fillette sur sa bicyclette rouge ? À quoi pense-t-elle au milieu des caméras, des uniformes et des barbelés ?

« Les discussions se débrident bien vite, et chacun est amené à parler des conditions de son interpellation, de sa vie à l'extérieur, du temps qui passe... Entre ces quatre murs et sous l'éclairage cru des lampes de plafond, la réalité se fait plus implacable que jamais. Je me pose beaucoup de questions qui m'épuisent et m'empêchent de dormir.

« Étant à proximité de l'aéroport Charles-de-Gaulle, on entend et l'on voit à toute heure du jour ou de la nuit beaucoup d'avions passer à basse altitude. Un moyen très efficace de nous rappeler quelle pourrait être l'étape finale de notre séjour dans ce C.R.A.

« À l'ouverture des bureaux de la Cimade (qui aide dans les démarches juridiques) et de l'OFII* (pour l'achat de recharges téléphoniques,

réception de mandats postaux...), les files d'attente sont longues et l'on passe beaucoup de temps dans le couloir.

« On en profite pour faire connaissance. On raconte ses propres conditions d'interpellation, l'avancée de ses procédures. Chacun y va de ses recommandations. S'ensuivent des discussions animées.

« Mon tour venu, je me présente au bureau de la Cimade** et explique ma situation. Différentes opportunités s'offrent à moi, bien minces, il faut le dire. »

*OFII : Office français de l'immigration et de l'intégration

**Cimade : Comité inter-mouvements auprès des évacués

Merci à Carole Bohanne pour tous ses conseils et les témoignages qu'elle nous a confiés.

